

**Fissures n° 010**



**ECHOS DE GOMA ET D'AILLEURS/ FISSURES :**  
Une émission radio comme instrument du dialogue citoyen

Goma,  
**Juin 09**

## **Table des matières :**

Editorial.....	3
Echos de Goma et d'ailleurs / Fissures : une émission radio comme instrument du dialogue citoyen.....	5
Les "Sans Voix" à la radio : paroles lancées pour une citoyenneté à vivre au quotidien.....	7
Accompagnement du dialogue citoyen entre gouvernants et gouvernés : florilège des opinions de la population.....	8
Extraits.....	9
Et après !!!.....	18
Annexe.....	20

## Editorial

Consacrer une publication à une émission radiophonique peut paraître futile. Surtout dans un environnement comme celui de la RDC où l'espace médiatique est presque saturé du fait de la multitude des journaux, des radios et même des télévisions depuis la libéralisation politique intervenue au début des années 1994. En effet, lorsque le régime Mobutu, sous la pression de la conjoncture internationale et face à des populations exacerbées par près de quatre décennies d'une dictature kleptocrate, se résigne à ouvrir une brèche dans le mur épais qui rendait toute voix autre que celle du pouvoir en place d'être audible, les Congolais, alors Zaïrois, s'y engouffrent sans se faire prier. Les partis politiques poussent et prolifèrent ; ils se rendront vite compte que pour espérer se faire connaître et reconnaître par leurs militants à travers cet immense pays, il fallait disposer des médias acquis à leur cause. Un peu plus tard, lorsque les partis politiques et leurs dirigeants auront montré toute l'étendue de leurs limites quant à la recherche des réponses appropriées aux multiples problèmes de leurs compatriotes, les églises vont leur disputer le pouvoir, en recourant également aux médias pour atteindre leurs fidèles.

Ainsi, en RDC, pouvoir, opposition, sectes, Eglises, gouverneurs de province, sociétés brassicoles, groupes armés, etc. disposent des médias dont ils usent et abusent pour faire passer leurs messages. Tout le monde peut donc s'exprimer, à l'exception des femmes, des jeunes, des vieux, des chômeurs vrais ou déguisés, des salariés délestés de leurs salaires, des enfants nés des familles qui les ont ensuite confiés à la rue, des paysans convertis en déplacés, des Congolais devenus réfugiés ; bref, le gros de ces soixante millions de Congolaises et Congolais que personne n'a jamais véritablement dénombrés n'a pas d'autre moyen d'expression que le murmure, le rire jaune ou le silence. Ces moyens d'expression-là ne font évidemment pas le poids face aux puissantes artilleries audio-visuelles et écrites qui se trouvent dans le camp de ceux qui, bons seigneurs, prétendent parler au nom « du peuple », « de mon peuple » ou de « mes chers compatriotes ». Ces femmes et ces hommes, ces Congolaises et Congolais sont tacitement invités à se taire, parce que d'autres parlent à leur place, en leur faveur, pour eux et mieux qu'ils ne pourraient le faire eux-mêmes. Cet a priori d'infantilisation des populations entières, « propriété » d'une classe constituée d'une poignée d'individus ne date pas d'aujourd'hui et il ne sera pas facile à éradiquer si, dans la conscience générale, il n'est pas perçu comme une anomalie et un non-sens.

L'émission « Echos de Goma et d'ailleurs, fissures », a été pensée comme une option valorisante de l'expression de ces Congolaises et Congolais dans la mesure où les problèmes ne sont bien exprimés que par ceux qui les vivent au

quotidien. A Goma comme à Bunia, à Butembo comme à Minova, dans tous les villages et dans les cités où nous avons promené le micro de cette émission, les gens ordinaires saisissent l'occasion leur offerte par cette émission pour analyser froidement le contexte et proposer des pistes de solutions que ceux qui prétendent les représenter gagneraient à exploiter.

Mais une émission reste un levier bien aléatoire face au poids des défis décrits et vécus par les Congolaises et Congolais. Il faut bien plus pour passer de cette étape de libération de la parole à celle de l'épanouissement de la personne, ce qui passe forcément par l'émergence d'un leadership réellement à l'écoute des populations, un leadership libéré du vacarme de leurs puissants médias qu'ils paient très cher pour ne recevoir, en définitive, que leur propre... écho !

Bonne écoute de l'émission « Echos de Goma et d'ailleurs, fissures » !<sup>1</sup>

*Onesphore Sematumba*

---

<sup>1</sup> Programme de diffusion en annexe.

## **Echos de Goma et d'ailleurs /Fissures : une émission radio comme instrument du dialogue citoyen**

Depuis décembre 2004 Pole Institute produit et diffuse chaque semaine une émission radio : Echos de Goma/ fissures qui entre-temps est reprise à travers tout l'est de la RDC par des radios partenaires. L'émission est en alternance en Français et en Swahili. Elle se veut une plateforme du dialogue citoyen qui pour une fois n'a pas lieu dans des salles de conférence et au sein de la « société civile » structurée en organisations non gouvernementales.

Onesphore Sematumba, Prosper Hamuli Birali et Primo Pascal Rudahigwa qui animent l'émission ont décidé de jouer le jeu et de traiter les populations, jeunes et vieux, hommes et femmes confondus, en citoyens responsables. Au lieu de chercher des porte-parole des populations, ils ont décidé de leur donner la parole directement dans un cadre transparent avec des règles de jeu démocratiques. Pour cela il faut que tous acceptent le fait qu'on peut « être d'accord de ne pas être d'accord », qu'ils osent interpeller l'autorité sans pour autant la diffamer ou l'agresser. Pour cela il faut aussi que les interpellés, responsables économiques ou politiques, parlementaires ou décideurs en général, acceptent de répondre aux questions des citoyens. Et finalement il faut une ouverture et une marge de manœuvre médiatique qui permette aux journalistes et aux citoyens d'exercer leur droit à la pensée critique et à la libre expression sans se voir menacés et brimés.

Ces dernières années ces trois choses ont été possibles et le défi majeur réside dans la possibilité de continuer dans cette voie dans l'avenir.

### **Une méthodologie simple mais efficace...**

L'émission enregistre des positions et réactions de citoyens et de responsables autour de certaines thématiques centrales. Contrairement à certaines habitudes néfastes dans les débats politiques de la région, personne n'a le droit de s'exprimer de façon anonyme. L'émission ne diffuse pas non plus des expressions de haine, de diffamation et/ ou d'exclusion envers quiconque. L'émission s'efforce de combattre la culture des rumeurs et de mettre en avant les faits avérés sans pour autant empêcher les intervenants d'exprimer leurs émotions. Si une institution ou un individu sont interpellés ou critiqués, l'émission leur donne l'occasion de s'exprimer à leur tour.

L'émission s'inspire des recherches et publications de Pole Institute et s'efforce de rendre accessibles aux populations locales les analyses et questionnements développés et débattus aux niveaux national et international. Elle alimente en

retour les recherches et publications en rendant visibles les opinions et réactions des auditeurs.

Ces quelques principes ont permis une atmosphère sereine et l'instauration d'un débat de dialogue sur des questions essentielles et épineuses.

En prenant l'exemple du dialogue entre électeurs et élus développé dans l'émission entre mars et octobre 2008 par rapport aux promesses électorales et aux réalités du quotidien des populations, nous vous livrons dans ce dossier des citations d'auditeurs et intervenants de l'émission. En partant de l'identification de certains problèmes prioritaires, l'émission a réussi à favoriser l'expression de questions et d'interpellations constructives pour arriver au recueil et à la diffusion des réactions de certains responsables et élus. De nouveau les interpellations de jeunes et d'autres citoyens ont suivi pour arriver finalement à une journée porte ouverte de confrontation entre élus nationaux et provinciaux d'un côté et de citoyens de toutes origines de l'autre. La radio a repris les éléments essentiels de cette confrontation et illustré la maturité des débats. Chemin faisant l'émission a pour but aussi de renforcer les capacités d'analyse de contexte de ses auditeurs. Ce processus est loin d'être fini et nous avons besoin de le renforcer et de l'approfondir pour ancrer les notions de redevabilité et de responsabilité dans les cœurs et les esprits des citoyens congolais.

Bien que le chemin vers un Congo démocratique digne de ce nom soit encore long nous constatons avec satisfaction que ces dernières années, notre émission radio a réalisé des avancées non négligeables vers un dialogue citoyen franc et responsable. Il serait cependant erroné de penser que la fin officielle de la guerre et les solutions régionales des conflits de l'est du Congo livrent les solutions aux problèmes que vivent les citoyens au quotidien : par exemple l'insécurité due notamment au grand nombre d'hommes sous armes sans solde ni discipline ne disparaîtra pas sans transformations profondes des systèmes de gouvernance. La décentralisation et une meilleure gouvernance locale ne tomberont du ciel d'aucune conférence nationale ou internationale.

Pole Institute s'engage donc à continuer et renforcer son travail de radio pour un dialogue citoyen. Mais nous souhaitons également que les autres acteurs dans ce domaine soient soutenus et renforcés. C'est par l'implication active et engagée des citoyens congolais que les transformations nécessaires dans les années à venir pourront être réalisées. Or ils auront besoin de renforcer leurs marges de manœuvre et capacités pour y arriver. Il sera donc plus que jamais essentiel de veiller aux droits de la personne et à la liberté de pensée et

d'expression. Ce sera là un critère décisif pour analyser l'action de tout décideur national et international à l'avenir.

*Christiane Kayser  
Février 2009*

## **Les "Sans voix" à la radio : Paroles lancées pour une citoyenneté à vivre au quotidien.**

*Par Prosper Hamuli – Birali.*

Lorsque notre émission se donne l'ambition d'accompagner les populations sur la voie de l'exercice d'une citoyenneté responsable, elle pense à l'affermissement de la trilogie des attributs indissociables du citoyen : droits, devoirs et pouvoirs. En effet, nos auditeurs croulaient et croulent toujours sous le poids de multiples devoirs imposés parfois même au mépris de toute légalité. Ces violations-là et toutes les autres, il faut arriver à ce qu'elles soient systématiquement dénoncées par ceux qui en sont les victimes les plus directes et combattues par tous ceux qui le peuvent. Et c'est là que la réalisation de chacune de nos émissions se révèle être un véritable parcours de combattant contre différentes tactiques d'entrave à la manifestation de la vérité lorsqu'un détenteur d'un pouvoir tente d'orienter la suite de nos émissions, au refus de communiquer lorsqu'un citoyen, pourtant lésé, fuit le micro pour ne pas "dénoncer un frère", à la rétention de l'information lorsqu'une interview nous est refusée par la personne même qui est sensée travailler sur les documents habilités à éclairer l'opinion. Aussi, alors que l'émission donne la parole à ceux qui n'ont pas accès aux médias réservés à leurs propriétaires, plus d'une fois, c'est ce qui est dit hors micro qui éclaire mieux le vécu des populations.

Cela fait que l'un de nos plus grands défis est donc de vaincre la peur et la manipulation pour que les gens disent clairement ce qu'ils vivent et échangent, en toute franchise, avec les autres auditeurs sur les solutions possibles. Or, c'est sur les résultats des essais de la mise en œuvre des solutions discutées entre les auditeurs de notre émission qu'il serait intéressant de mesurer l'utilité de notre démarche. Dans ce sens, ce qui nous encourage à continuer, c'est le fait que notre méthodologie pour l'exploitation du thème du "dialogue citoyen" fait des émules au sein des Organisations de la Société Civile. Rien qu'à Goma, on ne compte plus le nombre de séances dites "Audiences Publiques" ou "Dialogue Social" au cours desquelles des autorités politiques, administratives ou policières se prêtent au jeu de questions-réponses avec des citoyens avides de savoir. Nous pensons qu'une telle dynamique ne peut que jeter les bases d'une gouvernance participative. C'est pourquoi nous commençons à accorder une

attention particulière aux attentes exprimées par ceux de nos auditeurs qui sont déçus de ne trouver aucune réponse satisfaisante à leurs revendications exposées à travers notre émission. Des descentes pour visiter les clubs d'écoute sont organisées quand le contexte le permet. Elles visent à vérifier le niveau de conscientisation et de mobilisation de ceux qui se reconnaissent en problème. Des discussions sont parfois menées sur leur façon concrète de s'organiser. Avec cela, plusieurs revendications ont déjà été déposées à la table voulue.

C'est là que nous nous sommes rendus compte de ce qui rend les réponses de nos dirigeants inefficaces ou inadaptées. Chez eux, la culture de la distribution des dons a depuis longtemps remplacé tout programme de gouvernance. Comment conscientiser nos auditeurs sur le refus d'acclamer des cadeaux volés dans la caisse de l'Etat ? Une émission radio, si populaire soit-elle, suffira-t-elle à elle seule pour transformer en militants de la défense de leurs droits des gens écrasés depuis plus de 40 ans par les pouvoirs successifs, paupérisés au-delà de l'indicible et manipulés à souhait pour des intérêts étrangers à eux ? Une réussite durable de notre action est pourtant à ce prix ! Les paroles ne remplacent pas les actes. Personne ne peut être libéré par autrui. Chacun se libère lui-même dès qu'il a su que c'est possible et qu'il peut le faire. C'est ce que dit, dix fois par semaine, l'émission "Echos de Goma et d'ailleurs ... Fissures" de Pole Institute.

*Goma, le 18 février 2009.  
Prosper Hamuli – Birali.*

### **Accompagnement du dialogue citoyen entre gouvernants et gouvernés : florilège des opinions de la population.**

Contrairement aux idées reçues, la population congolaise jouit d'une forte capacité d'analyse de ses problèmes et peut, si elle en a l'occasion et l'espace, donner des pistes d'action à ses dirigeants. Malheureusement ces derniers (les dirigeants), qu'ils soient élus ou nommés à l'ancienne, ont hâte de couper toute passerelle de communication avec ce qu'ils appellent pourtant « leur base », dès qu'ils sont installés « au sommet ». L'émission *Echos de Goma et d'ailleurs, fissures*, nous l'avons dit ailleurs, sert à valoriser l'opinion populaire – je dirais plutôt l'opinion publique- et à la porter vers leur destinataire, la classe dirigeante. Elle sert aussi à faire croiser les regards de ces deux « composantes » sociales qui se dépassent souvent sans se rencontrer, alors que la voie de sortie vers une RD Congo où une meilleure façon de vivre est possible passe nécessairement par un contrat social authentique et un dialogue sincère.

Prosper Hamuli s'est plu à ramasser un florilège –subjectif- des opinions des uns et des autres, entre les mois de mars et d'octobre 2008. Les propos portent sur tous les sujets et cernent l'essentiel des problèmes vécus au quotidien par les Congolais de l'espace couvert par nos émissions à ce jour. Sur le plan politique, ils expriment généralement le désenchantement et l'immense frustration après ce qui est perçu comme une trahison d'une classe politique qui a trop vite oublié ses promesses électorales de 2006. Ils traduisent aussi une sorte de réveil tardif, après avoir « mal élu ». Sur le plan économique, les avis vont de la question foncière –plutôt une patate chaude dont aucun gouvernant n'a voulu se saisir de peur de se brûler les doigts- à la décentralisation des taxes, en passant par la crise financière et les contrats chinois. Sur le plan culturel, enfin, nos interlocuteurs fustigent la justice populaire qui prend des proportions inquiétantes dans certaines parties du pays en l'absence d'une justice rassurante pour tous et l'absence de repères pour une jeunesse qui se croit abandonnée par l'Etat, entre autres.

Je vous laisse découvrir ces paroles, jetées sur le papier, comme autant d'invitations à la méditation.

*Onesphore Sematumba*

## **Extraits**

*Une sélection de Prosper Hamuli-Birali.*

### **Moment 1 (Mars 2008)**

- Problèmes des populations.

#### A Kibumba :

Madiadi Kolo, agent de développement rural :

*« Je me souviens encore de ce candidat qui nous disait que désormais tous nos problèmes allaient être bien exposés aux décideurs. Une fois élu, où est-il passé pour que l'insécurité s'accroisse autant, les viols se multiplient et qu'on assiste à des conflits de compétence entre autorités sur fond de détournement des taxes perçues ? »*

Louis Semivumbi, agent territorial :

*« Tout près de nous ici, il y a de l'eau dans le parc. Cette eau est réservée aux animaux sauvages alors qu'il n'y a aucune source sur toute l'étendue du territoire de Nyiragongo. C'est lors de la délimitation de ce parc que nos ancêtres ont été chassés de leurs terres. Les candidats le savaient. Alors ils nous ont promis de nous aider à réparer cette injustice historique. D'après eux, nos terres devaient nous revenir et, une fois élus,*

*ils s'emploieraient à cela. Une année après, est-ce qu'on en parle encore ? C'est fini, c'est oublié. Mais nous les attendons au tournant. »*

#### A Minova :

Mme Justine Zawadi, animatrice d'une radio rurale :

*« Beaucoup de promesses ont été faites. Nous avons cru arrivé le moment où l'article 30 de la Constitution allait réellement s'appliquer. La gratuité de l'enseignement allait être le prélude à la construction d'écoles surtout qu'au préalable, nos députés promettaient tous de mettre fin à la guerre. »*

Floribert Fikiri Manongoni, enseignant :

*« Il était clair, pour nous, que de tels discours ne pouvaient pas passer sans laisser de trace. Certains candidats disaient : c'est fini : les soldats ou les agents de l'Etat ne vont plus vivre sur votre dos et nous mettrons au point une politique qui vous fera bénéficier d'énormes richesses dont regorge le sous sol de notre pays. »*

#### ▪ Les causes.

*Les élus se sont mués en bureaucrates. Ils n'ont plus de contact avec le terrain (Madiadi Kolo).*

*L'exercice de la députation est un exode rural (Gakuru Sibwanone).*

*Dans l'esprit des élus, la séparation est nette entre les promesses électorales destinées à passer comme le vent et le respect de la parole donnée. Les politiciens sont des hommes sans parole (Louis Semivumbi).*

*Les taxes sont en hausse quand les caisses de l'Etat se vident de plus en plus (Mbogobogo, animateur d'une radio rurale)*



#### ▪ Les solutions possibles.

*Le parc a pris 170Km2 humides et a laissé au territoire de Nyiragongo les 163Km2 secs exposés aux colères du volcan voisin. L'Etat doit réaliser que ce territoire vit à 100% de l'agriculture et de l'élevage. Comme un déplacement des populations hors de leur terroir est hors de question, l'Etat doit se résoudre à permettre aux gens d'exercer leur métier chez eux en leur concédant les terres humides (Madiadi Kolo).*

#### ▪ Engagements des citoyens.

1) **A Kibumba et à Minova :** Création d'un Comité de suivi des promesses électorales pour exiger des explications et rentabiliser les vacances parlementaires.

2) Echanger avec les élus en vacances parlementaires.  
Les élections prochaines doivent être des élections sanction.

**Moment 2 (Avril 2008) : Face à face entre députés provinciaux du Nord-Kivu et électeurs de la ville de Goma (11 quartiers sur 18).**

**Face à face élus – électeurs :**

Marie Mwira du Réseau "Femme et Développement" :

*« Comment s'organisent les députés pendant leurs vacances parlementaires ? Les ONG locales sont clochardisées parce que les ONG internationales font ce qu'elles auraient dû faire. Que faire ? »*

Réponse :

*« Chaque député a sa tactique. Réunir des gens dans des locaux, les rencontrer au marché ou à l'église, tout ça c'est pour recueillir les suggestions de la base. Mais là, il y a un problème de priorités : la survie ou le dialogue avec un élu ! En cas de choix du dialogue, un problème comme la clochardisation des ONG peut alimenter un rapport de vacances parlementaires. »*

Alain Alame, jeune universitaire :

*« Dans votre bouche, "on a mal choisi" sonne comme une condamnation à la mort. Si c'est l'ethnie qui a choisi, elle a droit que ses attentes soient comblées. Vous qui nous dites que Kinshasa n'a envoyé à la province que 60.000\$ vous avez chacun une jeep qui ne coûte pas moins de 5.000\$. C'est peut-être cela qui motive votre silence coupable sur les problèmes cruciaux de la province. Et d'ailleurs, votre jeep étant à crédit, qui va la payer : la caisse de l'Etat ou votre salaire ? »*

Réponse :

*« Notre responsabilité est en face de la vôtre. Un arbre ne peut être redressé que quand il est encore jeune. Combien de générations faudra-t-il à ce pays pour avoir des citoyens qui prennent leurs distances avec la corruption ? Toute décision prise à l'Assemblée est le fait d'une majorité. Même si un ou quelques individus ont raison, dès qu'une majorité s'est dégagée il faut s'incliner devant les modes prévus par la constitution. Autrement c'est le désordre ou la rébellion. »*

Mme Bernadette Muongo du CAFCO :

*« Vous vous sentez les mains liées parce que l'Assemblée provinciale est faible devant l'Exécutif suite à la corruption de la majorité, laquelle majorité est de l'ethnie du chef de l'Exécutif provincial. Si à cause de cela, ou pour d'autres raisons, c'est réel que vous ne ferez rien, pourquoi ne pas démissionner ? »*

Réponse :

« D'abord parce que c'est lâche. Je suis d'accord, nous sommes partagés mais c'est par des intérêts égoïstes. C'est vrai que l'article 110 de la Constitution prévoit la démission mais, démissionner c'est avouer son incapacité et, à ma connaissance, personne n'a encore admis qu'il était incapable. Donc, la lutte continue même si c'est dans des conditions difficiles. Il faut arriver à faire comprendre aux autres que le changement est nécessaire. C'est un combat constitutionnel. Et tant que le contrôle est permis, nous continuerons à faire remonter à la conscience certaines réalités. A la longue, cette mise à nu peut porter des fruits. »

Honorable François Gacaba, député provincial du Nord-Kivu :

*« Le député ne viendra pas recharger la route. Il existe un ministre chargé de ces questions. Un autre est chargé de veiller sur la situation sociale des veuves et des orphelins. Et il existe des fonds inscrits au budget pour cette fin. Le travail du député consiste alors à vérifier si ces fonds ont été canalisés vers la destination prévue. A l'heure du contrôle, les motivations qui ont soutenu les décisions des électeurs apparaissent au grand jour. Les résultats des élections se lisent dans nos décisions à l'Assemblée. En tant qu'élus de la ville de Goma, il nous revient d'amener tous les problèmes de la ville devant le gouvernement provincial. Mais, sur les 3 élus urbains, combien osent poser des questions sur l'eau, les avenues, les immondices, l'électricité ou les enfants de la rue ? Un parlementaire n'a pas le pouvoir d'agir. Il a celui de légiférer et de contrôler. La base est viciée. Certains de mes collègues sont en voie de terminer leur mandat sans jamais avoir posé une seule question, même orale ! La qualité de vos élus étant ce qu'elle est, les résultats seront toujours éloignés de vos attentes. Les problèmes sociaux vécus en ville ne sont pas posés clairement. L'électeur qui s'attendait à un changement doit déchanter. Il ne doit rien attendre parce qu'il a mal choisi. Les résultats des élections ne permettent pas à l'Assemblée provinciale de produire un travail de qualité. Aucun changement ne sera obtenu au cours de la présente législature. »*

### **Moment 3 (Mai-Juin 2008) : Poursuite des séances d'identification des problèmes et engagements des citoyens.**

A Mukwija , 115 Km au nord de Bukavu.

Mme Byaleo Félicité, trésorière NRAS / Mukwija.

*Je crois que l'état de pauvreté à Mukwija est exacerbé par le chômage dans un village qui a vécu un afflux régulier d'ouvriers agricoles attirés par la prospérité des plantations de thé et de café créées par la SOTEBI, la Fondation Marcel Costier et les Plantations Réunies Mukwija – Lukera (PRML). Aujourd'hui, ces gens habitués à vivre d'un salaire n'ont même pas une parcelle de terre à cultiver. Tous les yeux se tournent alors vers les détenteurs de grandes étendues et certains se mettent à rêver d'une solution à la zibabwéenne où les vastes concessions seraient redistribuées aux métayers qui les cultivent réellement. Mais, cette dernière solution n'est applicable qu'à la suite d'une décision de parlement. Et là, je ne sais pas où sont les députés élus dans ce coin. Ils sont partis et on ne les a plus revu.*

Kamungo Ruyenzi Célestin, petit agriculteur.

*Alors qu'il faudrait apprendre aux gens à regarder autour d'eux pour découvrir les opportunités qui s'y cachent, la voie que prend l'administration locale c'est celle de la multiplication des taxes. Et pourtant, il nous faut des débouchés sérieux pour nos produits agricoles acheminés vers Goma et Bukavu par le lac sur des embarcations de fortune. L'Etat n'y pense et les ONG ont leurs solutions à des problèmes identifiés dans les villes : les élections, etc... Nous nous avons besoin que nos champs que les colons ont transformés en domaines étendus réservés à quelques individus reviennent à l'agriculture familiale. C'est ce que nous avons l'intention de dire à nos élus provinciaux. Nous les avons invités. La réponse vient d'arriver. Il paraît que Mukwija n'est pas prévu sur la liste des lieux à visiter pendant les vacances parlementaires actuelles. Qui parlera pour nous ?*



A Goma :

Muhindo Kasekwa, enseignant à l'université.

*Lorsqu'on parle de catastrophe, je pense à toutes ces personnes qui sont aussi bien des sinistrés de beaucoup d'évènements dans la vie que des sinistrés sociaux. En fait depuis un temps, dans notre pays, il y a beaucoup de termes qui sont employés et qui peuvent nous aider à comprendre que les catastrophes sont immenses. On parle*

*de personnes non accompagnées. Elles devraient être accompagnées par qui ! On parle aussi d'enfants de la rue. Ce sont autant de sinistrés de beaucoup de catastrophes sociales ! Bref, le terme de catastrophe exprime beaucoup de réalités que nous sommes en train de traverser dans le contexte de notre pays. On peut parler d'incendies de maisons, de crash d'avions, d'éruption volcanique, de bateaux qui coulent, ... Nous sommes devenus une vraie société en catastrophe.*

Zébé Kitabingo, responsable Croix Rouge Locale

*Un avion vient de crasher à Goma. Il commence à prendre feu. A notre arrivée sur les lieux du drame, nous sommes sidérés. Nos militaires, armés jusqu'aux dents, croisent les bras et regardent la scène. Des badauds fouillent les décombres à la recherche de quelque chose à emporter. Ce sont Les soldats étrangers de la MONUC qui portent secours aux victimes. Nos militaires doivent apprendre les 4 gestes qui sauvent parce que la guerre prendra fin un jour. Que feront-ils à ce moment-là ?*

*Autre chose, sur un lieu de sinistre, les intervenants doivent porter des signes distinctifs et compter sur une structure gouvernementale qui coordonne le sauvetage. Gardes présidentiels, soldats de diverses unités, policiers de partout, agents divers, qui fait quoi autour d'un avion en flammes? La sécurité peut être laissée à la police et un responsable étatique connu doit avoir dans ses attributions de satisfaire les attentes des secouristes.*

Muhindo

*Dans toute société, la réalité naturelle place des responsables. Qui dit famille, dit la présence de parents et qui dit société, dit la présence de dirigeants. Ce n'est pas gratuit de pointer du doigt ceux qui parlent au quotidien au nom de l'Etat. Pourquoi les Congolais se sont-ils organisés en Etat ? Qu'attendaient-ils de cet Etat ? Le constat est que l'Etat est invisible face aux catastrophes qui frappent sa population et c'est la conséquence de la décision implicite des Congolais de détruire l'Etat. Nous sommes donc tous à la fois victimes et responsables de cette situation.*

Dr François Pole Pole, médecin neuro- psychiatre.

*Il faut un comportement citoyen de chacun lors des catastrophes. Lorsqu'il y a un incendie, des volontaires se précipitent dans les flammes, non pour sauver d'éventuelles victimes, mais pour s'emparer des biens. La famille voit disparaître une maison construite dans de grandes privations et des biens acquis péniblement. Mais, pire que cela, elle est traumatisée durablement par cette face cachée que montrent subitement des voisins et des compatriotes en qui elle toujours eu confiance.*

Muhindo Kasekwa.

*On peut identifier plusieurs opportunités vers la prévention. Les catastrophes provoquent une prise de conscience. Quelqu'un a pu dire : la situation du Congo c'est comme si nous vivions au cimetière. On est en danger permanent de mort. Les sinistres déclenchent aussi un élan de solidarité nationale qui pourrait déboucher sur une mobilisation collective capable de mener vers le changement.*

*En face de ces opportunités, les obstacles s'appellent : crise de leadership, de capacité à canaliser toutes les bonnes volontés émergées et le doute sur l'existence même d'un Etat au Congo. Il manque la conscience de l'intérêt collectif, du sens commun dans le chef des dirigeants par ailleurs actionnaires dans les sociétés qui enterrent l'Etat congolais.*

**Moment 4 (Août 2008) :**

**Médiatisation de la concertation entre jeunes électeurs de Goma (62 jeunes étudiants et travailleurs. Age compris entre 17 et 26 ans).**

Dunia Bakulu Musemakweli, chef de division provinciale de la jeunesse

*Le jeunesse du Nord-Kivu se bute au problème de chômage, de carence de structures et d'infrastructures d'encadrement, d'absence de maisons des jeunes et de la culture quand le pays est en train de quitter un système d'encadrement encre dans la politique et l'idéologie du MPR Parti-Etat sans que l'Etat ne pense à recycler ses agents pour qu'ils soient outillés pour faire face à leurs obligations professionnelles. Il faudrait aussi que les autorités soient patientes et cessent de rechercher des résultats immédiats. Investir dans la jeunesse se récolte après de décennies.*

Aloys Tegera, manager de Pole Institute

*Un Etat doit être un repère à ne pas confondre avec les individus qui l'animent. Quand cet Etat ne remplit plus ses devoirs, quelle est sa convention avec ses citoyens ? Si donc on s'adresse à 70% de la population, qui est l'avenir du pays, il faut se demander comment faire face au défi de former une jeunesse responsable. Aucun Etat au monde ne vit sans taxes. Comment alors initier une culture citoyenne dans les têtes des jeunes ? Pourquoi payer des taxes sans contrepartie ? Ce qu'il y a à faire, c'est de parvenir à dire à l'Etat la contrepartie attendue.*

Gilbert Degho de la CARITAS / Goma

*Les jeunes ont un problème de cohérence entre leurs initiatives et leurs objectifs. Le début de leur solution devrait être un apprentissage de l'analyse du contexte qui leur permette d'anticiper. Les jeunes doivent penser à partir de leur situation concrète de vie pour développer des compétences de vie courante faites d'attitudes et de capacités*

*concrètes qui leur permettent de faire face aux défis de leur vie de tous les jours. L'esprit créatif, par exemple, permet de regarder au-delà des limites.*

**Moment 5 (Septembre 2008) : Diffusion d'une série de réactions et prises de position des citoyens.**

Mme Angeline Kahindo Simbula :

*Les femmes veulent apprendre à lire et écrire pour laver la honte de traîner un handicap qui les rapproche des aveugles et des sourds obligés de se faire aider par les personnes valides.*

Katubu Mbusa, alphabétiseur au centre de Ngadi / Beni

*Celles qui savent lire, grâce à notre initiative, calculent mieux et communiquent plus clairement. Ces résultats doivent être poursuivis. Malheureusement, même si nous sommes après les élections, nos élus ne réalisent toujours pas leurs promesses. Sinon l'alphabétisation des adultes aurait la priorité parce que c'est le rôle du gouvernement.*

Muhindo Kimaka, alphabétiseur au centre Butsili / Beni

*A Mabolia, les nouvelles alphabétisées s'investissent dans la sensibilisation des autres femmes sur les meilleures voies pour faire face aux tâches découlant de leur rôle dans la société. Elles visent la valorisation de la femme par des initiatives adaptées à leurs milieux.*

Paluku Tafali Emmanuel, alphabétiseur au centre Kanzuli / Beni

*L'alphabétisation fonctionnelle est vraiment une voie d'éducation à la citoyenneté responsable. Les alphabétisés en arrivent à désigner les autorités à interpellier pour faire respecter leurs droits. Il est alors important pour nous que nos autorités mettent sur pieds un programme intégré d'alphabétisation pour que les adultes alphabétisés utilisent leur nouvelle capacité pour mieux contribuer au développement de leur milieu. Si notre gouvernement veut vraiment aider sa population, il doit orienter sa coopération avec les institutions et organismes internationaux qui s'occupent de l'éducation vers l'alphabétisation. Mais, c'est alors aux autorités de proximité d'identifier les besoins et d'informer la hiérarchie.*

Maître Marius Museme, avocat à Bukavu

*Au lieu de recourir aux institutions judiciaires, les citoyens recourent à la vindicte populaire. C'est le retour à l'antique loi du talion. A Bukavu, la population voit cette justice populaire comme une auto prise en charge en matière de justice devant l'apathie de l'Etat. Or, il s'agit là d'une grave violation des droits de l'homme. Quelqu'un qui est lésé a plusieurs voies de recours qui garantissent la protection des citoyens. Sinon,*

*comment réparer les erreurs sur les personnes, par exemple ? L'Etat congolais doit mettre en place des mécanismes pour assoire son pouvoir.*

*A l'allure où vont les choses, la population de Bukavu s'enfoncé de plus en plus dans cette justice populaire qui remplace la justice tout court. On peut même envisager le jour où la police et les magistrats n'auront plus rien à faire et ce sera le chaos. L'Etat congolais a prévu des textes. Il est grand temps qu'il s'attelle à les mettre en œuvre pour le bien de tous. Une personne peut disposer de circonstances aggravantes ou de causes d'excuse pour son acte préjudiciable aux autres ou à la société. Comment des gens qui ignorent la loi peuvent-ils y penser ?*

Pascal Munoka, acteur de la Société Civile / Sud-Kivu

*La vindicte populaire à Bukavu devient d'autant plus inquiétante que nous enregistrons une augmentation des cas de suicide. Des gens se pendent ou se donnent des coups de couteau. La mort est tellement banalisée que celui qui ne parvient pas à obtenir justice et réparation en arrive à se donner la mort.*

*Les scènes de lynchage se passent devant les enfants qui sont d'ailleurs encouragés d'y participer. On risque donc de préparer une jeunesse plus violente que la génération actuelle. Mais, même si la population ne devrait pas se rendre justice, les autorités concernées voient-elles le mal qui s'installe ?*

#### **Moment 6 (Octobre 2008) : Médiatisation du dialogue entre députés nationaux (4) et provinciaux (4) et électeurs du Nord-Kivu (75)**

*Question :*

*Quels mécanismes préconiser pour enrayer la crise alimentaire au Nord-Kivu ?*

*Réponse de l'honorable Muhindo Kasole*

Beaucoup de réunions et de visites aux décideurs nous ont convaincus que c'est la loi de l'offre et de la demande qui joue concrètement. Si les haricots viennent aujourd'hui de la Tanzanie ou même de la Chine, c'est parce que notre population, si dynamique soit-elle, est victime de l'insécurité qui l'empêche de se mettre au travail. C'est donc le retour aux champs qui renversera la tendance.

*Question de Mlle Sabine Mubi :*

*La population du Nord-Kivu a-t-elle une part à espérer des contrats chinois ?*

*Réponse de l'honorable Ayobangira :*

Le contrat actuel est en cours d'exécution et ne dit rien pour vous. Mais, il contient

une clause qui prévoit sa révision. C'est à ce moment-là que votre préoccupation trouvera sa réponse parce que les chiffres de l'engagement de chacun sont précis du côté congolais mais pas du côté chinois. Nous demanderons donc qu'on nous dise le nombre et le coût exact des hôpitaux, routes, etc... à construire et les lieux d'exécution de ces ouvrages. C'est à ce moment-là que je pourrai vous dire ce qui est prévu pour le Nord-Kivu.

*Question du coiffeur Yombi :*

*Le dernier budget provincial du Nord-Kivu a écarté la question du salaire des enseignants au motif qu'ils sont trop nombreux mais ne s'est pas empêché d'augmenter le nombre de taxes. Qu'a fait le produit des taxes déjà perçues pour que nous sentions la nécessité de renforcer ces actions en contribuant plus ? Devons-nous comprendre que les cinq chantiers seront réalisés avec les taxes payées par la population en lieu et place de l'argent chinois ?*

*Réponse de l'honorable Muhindo Nzangi Butondo :*

La Constitution prévoit l'existence de taxes spécifiques à la province. Mais, la capitale ne veut pas se dessaisir de la perception de ces taxes. L'Assemblée Provinciale ne sait plus si elle doit retenir de telles taxes dans le budget de la province et soumettre ainsi le contribuable à une double taxation ou alors laisser le gouvernement central les percevoir quitte à négocier leur rétrocession. Mais, étant donné la réalité de l'opération de rétrocession qui ne se fait pas, la province préfère percevoir d'abord quitte à trouver une façon de décourager la double perception. Je confirme donc qu'à ce jour la même taxe perçue par la DGRAD est exigée par les taxateurs provinciaux. La population est invitée à la patience.

Et après !!!...



Lentement mais sûrement, la prise de conscience est en train de faire son chemin. Aujourd'hui les électeurs disent avoir "mal élu", citent leurs problèmes non attaqués et se confrontent déjà aux autorités dans des séances dites ici "Audience publique" ou là "Dialogue social". C'est-à-dire que le passage à l'acte commence à être effectif. Marches et sit-in sont encore pacifiques, mais jusque quand ? Il faut vraiment être très concentré pour percevoir le frémissement d'une

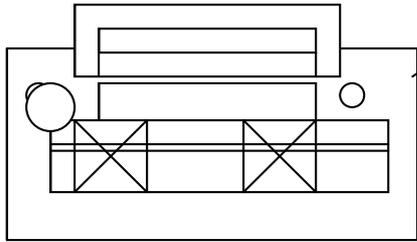
amélioration des conditions de vie des citoyens. Le peu qu'ils peuvent dire, ils le disent lorsque la moindre occasion se présente comme c'est le cas avec l'émission "Echos de Goma et d'ailleurs ... Fissures". Qui peut oser imaginer qu'ils s'arrêteront en si bon chemin ? Qui peut prévoir la direction exacte que prendra cette vague ? Ce que cette émission met en jeu, en faisant réfléchir ses auditeurs sur les enjeux de leur condition quotidienne, c'est cette vérité simple qu'il n'y a pas d'Etat sans citoyens. Ce que ces derniers doivent défendre à tout prix au cours de la présente période de quasi tâtonnement dans la traduction des principes et orientations constitutionnels en modalités et stratégies de mise en œuvre, c'est l'adaptation et la cohérence avec leurs cultures, leurs dynamiques sociales et leurs capacités. C'est pourquoi, Pole Institute, à travers son émission radio, provoque le débat nécessaire pour que les citoyens ordinaires soient associés à l'invention des formes et des contenus voulus pour profiter d'une administration adaptée à la réponse à apporter aux besoins du peuple. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera clair dans la pensée et l'action de tout Congolais que l'acteur sur lequel tout processus de gouvernance s'articule est et reste le citoyen.

Goma, Juin 2009.

Annexe :

## La semaine de l'émission

« Echos de Goma et d'ailleurs ... Fissures »



- Réalisateur : Onesphore Sematumba
- Co réalisateur : Prosper Hamuli - Birali
- Animateur : Primo Pascal Rudahigwa
- Producteur : POLE INSTITUTE
- Tél. 0808422773 / 0998674126

<b>Jour :</b>	<b>Lieu :</b>	<b>Station radio :</b>	<b>Fréquence.</b>	<b>Heure de diffusion :</b>
<b>Lundi</b>	<b>Butembo</b>	<b>Graben R.T.G.B.</b>	<b>98.0 MHZ</b>	<b>De 8h30' à 9h00</b>
<b>Mardi</b>	<b>Lubero</b>	<b>Radio Rurale Kanyabayonga</b>	<b>91.0 MHZ</b>	<b>De 6h30' à 7h00'</b>
	<b>Bunia</b>	<b>Radio Canal</b>	<b>100.7MHZ</b>	<b>De 19h à 19h30'</b>
	<b>Mahagi</b>	<b>Révélation</b>	<b>92.7MHZ</b>	
<b>Mercredi</b>	<b>Goma</b>	<b>Radio Sauti ya Injili</b>	<b>89.0 MHZ</b>	<b>De 19h30' à 20h00</b>
<b>Jeudi</b>	<b>Bunia</b>	<b>Radio Canal</b>	<b>100.7MHZ</b>	<b>De 8h à 8h30'</b>
	<b>Mahagi</b>	<b>Révélation</b>	<b>92.7MHZ</b>	
	<b>Beni</b>	<b>Graben R.T.G.B.</b>	<b>98.0 MHZ</b>	<b>De 17h30' à 18h00</b>
	<b>Kiwanja</b>	<b>RACOU</b>	<b>102.8MHZ</b>	<b>De 17h30' à 18h00'</b>
	<b>Butembo</b>	<b>Graben R.T.G.B.</b>	<b>98.0 MHZ</b>	<b>De 19h45' à 20h15'</b>
	<b>Lubero</b>	<b>Radio Rurale Kanyabayonga</b>	<b>91.0 MHZ</b>	<b>De 20h00 à 20h30'</b>
<b>Vendredi</b>	<b>Goma</b>	<b>R.T.N.C.</b>	<b>90.0 MHZ</b>	<b>De 7h30' à 8h00'</b>
<b>Samedi</b>	<b>Goma</b>	<b>Radio Sauti ya Injili</b>	<b>89.0 MHZ</b>	<b>De 6h30' à 7h00</b>
	<b>Kiwanja</b>	<b>RACOU</b>	<b>102.8MHZ</b>	<b>De 18h00 à 18h30'</b>
<b>Dimanche</b>	<b>Beni</b>	<b>Graben R.T.G.B.</b>	<b>98.0 MHZ</b>	<b>De 15h00 à 15h30'</b>
	<b>Goma</b>	<b>R.T.N.C.</b>	<b>90.0 MHZ</b>	<b>De 17h00 à 17h30'</b>

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.  
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.  
This page will not be added after purchasing Win2PDF.